

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), DANIELLE LAMBERT, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Thomas pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 6 mai 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	37
Analyse des charges	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Thomas

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Thomas (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Thomas au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Thomas inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Martin, Boulard s.e.n.c.r.l.

Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A133233

Saint-Thomas, le 6 mai 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	3 579 922	3 664 755	3 756 748
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 200	19 913	20 947
Quotes-parts	3			
Transferts	4	338 094	2 153 573	489 955
Services rendus	5	281 000	281 659	241 661
Imposition de droits	6	1 023 702	827 850	1 049 774
Amendes et pénalités	7	15 000	12 207	22 813
Revenus de placements de portefeuille	8	331 000		
Autres revenus d'intérêts	9	55 000	201 993	98 729
Autres revenus	10	300 000	254 196	63 261
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	5 945 918	7 416 146	5 743 888
Charges				
Administration générale	14	727 313	748 822	660 749
Sécurité publique	15	736 125	758 747	725 211
Transport	16	841 748	1 285 003	1 177 030
Hygiène du milieu	17	614 289	1 069 407	869 684
Santé et bien-être	18	33 680	55 762	44 113
Aménagement, urbanisme et développement	19	179 518	150 703	167 489
Loisirs et culture	20	1 139 012	1 306 363	1 114 375
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	37 237	38 089	39 356
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 308 922	5 412 896	4 798 007
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 636 996	2 003 250	945 881
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		24 385 594	23 439 713
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		24 385 594	23 439 713
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		26 388 844	24 385 594

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 079 786	3 715 888
Débiteurs (note 5)	2	3 120 594	1 503 926
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 200 380	5 219 814
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	615 729	411 284
Revenus reportés (note 11)	12	825 674	852 634
Dette à long terme (note 12)	13	978 231	1 070 605
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	2 419 634	2 334 523
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	3 780 746	2 885 291
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	22 537 201	21 444 627
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	60 433	55 676
Actifs incorporels achetés (note 17)	21	8 300	
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 164	
	23	22 608 098	21 500 303
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	26 388 844	24 385 594
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	26 388 844	24 385 594
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	26 388 844	24 385 594
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 636 996	2 003 250	945 881
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	2 215 998)	2 314 414)
Produit de cession	3		36 000	3 955
Amortissement	4		1 123 424	982 013
(Gain) perte sur cession	5		(36 000)	2 334
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 092 574)	(1 326 112)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(4 757)	4 659
Variation des actifs incorporels achetés	11		(8 300)	
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 164)	5 247
	13		(15 221)	9 906
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 636 996	895 455	(370 325)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		2 885 291	3 255 616
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		2 885 291	3 255 616
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		3 780 746	2 885 291

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 003 250	945 881
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 123 424	982 013
Autres			
▪ Perte (profit) sur cession	3.1	(36 000)	2 334
	4	3 090 674	1 930 228
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 616 668)	(143 588)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	204 445	46 443
Revenus reportés	8	(26 960)	115 144
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(4 757)	4 659
Autres actifs non financiers	12	(2 164)	5 247
	13	1 644 570	1 958 133
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	2 215 998)(	2 314 414)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	36 000	3 955
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	8 300)()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 188 298)	(2 310 459)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	523 000	
Remboursement de la dette à long terme	25 (	607 200)(	82 200)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(8 174)	
Autres			
▪	28.1		
	29	(92 374)	(82 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(636 102)	(434 526)
Solde déjà établi	31	3 715 888	4 150 414
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	3 715 888	4 150 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 079 786	3 715 888

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Thomas est un organisme municipal constitué et régie en vertu du Code municipal de la province de Québec et fait partie de la Municipalité régionale de comté de Joliette. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent les résultats détaillés, l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales et l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales présentés aux pages S12, S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

La préparation des états financiers de la Municipalité de Saint-Thomas, conformément aux Normes comptables pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation porte sur la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Actifs non financiers

La Municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financier étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de la date de leur mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :

- Usines d'épuration, réseaux d'eau et réseaux d'égouts : 2,50 %
- Chemins, rues et trottoirs : 3,33 %
- Parcs et terrains de jeux : 5 %

Bâtiments : 2,5 %

Véhicules : 10 %

Matériel informatique : 20 %

Mobilier de bureau et matériel et outillage: 10 %

Actifs incorporels achetés

Les actifs incorporels achetés sont comptabilisés au coût et ne sont pas amortis.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérent à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif

J) Autres éléments

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Éléments incorporels achetés

Le 1er janvier 2023, la Municipalité de Saint-Thomas a adopté, de façon anticipée, les recommandations de la NOSP-8 « Éléments incorporels achetés ». Cette note d'orientation, établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un actif incorporel acheté. Un actif incorporel acheté doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la note d'orientation sont respectés. La Municipalité de Saint-Thomas a opté pour une application prospective de la note d'orientation.

L'adoption de cette note d'orientation n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité de Saint-Thomas, à l'exception des actifs incorporels achetés au cours de l'exercice présentés à la note 17.

Adoption initiale — Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

Adoption initiale - Instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - Instruments financiers, SP 3041 - Placements de portefeuille, SP 2601 - Conversion des devises et SP 1201 - Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 3 079 786	3 715 888
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 3 079 786	3 715 888
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 3 079 786	3 715 888
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	7 8 523 000	

Note

5. Débiteurs

	2023	2022
Taxes municipales	9 107 737	113 185
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 1 376 951	997 213
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 1 337 600	40 716
Organismes municipaux	13 171 034	172 234
Autres		
▪ Droits de mutation	14.1 25 023	59 490
▪ Autres	14.2 102 249	121 088
	15 3 120 594	1 503 926
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16 232 098	239 098
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20 232 098	239 098
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22 944 112	407 845
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 138 391	274 684
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 242 578	274 052
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26 51 870	40 632
	27 1 376 951	997 213

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
		35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
		40	

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2023	2022
Fournisseurs	41	384 300	153 505
Salaires et avantages sociaux	42	125 421	121 514
Dépôts et retenues de garantie	43	102 296	132 672
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts courus	45.1	3 712	3 593
		46	615 729
		615 729	411 284

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	12 703	9 877
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	688 407	739 653
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	118 306	96 846
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Subvention reportée	60.1	6 258	6 258
	61	825 674	852 634

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,64	5,20	2026	2028	62	986 405	1 070 605
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	986 405	1 070 605
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(8 174)	()
					72	978 231	1 070 605

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	81 800			81 800
2025	74	83 800			83 800
2026	75	86 205			86 205
2027	76	44 000			44 000
2028	77	45 800			45 800
2029 et plus	78	644 800			644 800
	79	986 405			986 405
Intérêts et frais accessoires	80	()		()	
	81	986 405			986 405

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	49 645
Régimes de retraite des élus municipaux	89	47 738
	90	49 645
		47 738

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	6 165 038	37 786		6 202 824
Eaux usées	103	6 330 629	419 365		6 749 994
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	15 646 215	753 486		16 399 701
Autres					
▪ Autres	105.1	1 592 788	58 322		1 651 110
▪ Stationnements	105.2		509 326		509 326
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	3 589 518	306 281		3 895 799
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	273 119	126 454	55 642	343 931
Ameublement et équipement de bureau	110	103 084	2 484		105 568
Machinerie, outillage et équipement divers	111	454 346	57 155	1 725	509 776
Terrains	112	344 234	440 344		784 578
Autres	113	34 814			34 814
	114	34 533 785	2 711 003	57 367	37 187 421
Immobilisations en cours	115	499 258	(495 005)		4 253
	116	35 033 043	2 215 998	57 367	37 191 674
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	3 255 989	155 070		3 411 059
Eaux usées	118	2 731 837	166 410		2 898 247
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	5 235 282	535 167		5 770 449
Autres					
▪ Autres	120.1	505 281	82 556		587 837
▪ Stationnements	120.2		25 466		25 466
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	1 292 442	91 562		1 384 004
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	221 291	23 490	55 642	189 139
Ameublement et équipement de bureau	125	70 607	5 793	1 154	75 246
Machinerie, outillage et équipement divers	126	251 261	36 756	1 725	286 292
Autres	127	24 426	1 154	(1 154)	26 734
	128	13 588 416	1 123 424	57 367	14 654 473
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	21 444 627			22 537 201
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪ Servitude	139.1	8 300		8 300
	140	8 300		8 300
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	141.1			
	142			
VALEUR COMPTABLE NETTE	143	8 300		8 300

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2023	2022
Frais payés d'avance		
▪ Assurances et autres	144.1	2 164
Autres		
▪	145.1	
	146	2 164

Note

S/O

19. Obligations contractuelles**QUOTES-PARTS VERSÉES À LA M.R.C. :**

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de Joliette. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

PARTICIPATION AU DÉFICIT DE L'OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION :

La municipalité s'est engagée en vertu d'une convention avec la Société d'habitation du Québec à participer financièrement à 10,00 % du déficit annuel d'exploitation de l'Office Municipal d'Habitation de Saint-Thomas.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

CONTRAT DE DÉNEIGEMENT :

En 2022, la municipalité s'est engagée pour une période de cinq ans en vertu d'un contrat de déneigement. Les versements minimums futurs totalisent 713 483 \$. Les versements pour les quatre prochains exercices sont les suivants :

2024 : 190 654 \$

2025 : 192 243 \$

2026 : 197 049 \$

2027 : 133 537 \$

ENTENTE RELATIVE À LA PROTECTION INCENDIE :

En 2018, la municipalité s'est engagée pour une période de dix ans en vertu d'une entente avec la Municipalité de Saint-Charles-Borromée, visant à assurer la protection contre les incendies sur le territoire de la Municipalité de Saint-Thomas. Les versements minimums futurs totalisent 1 100 681 \$. Les versements pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2024 : 207 312 \$

2025 : 213 530 \$

2026 : 219 953 \$

2027 : 226 545 \$

2028 : 233 341 \$

20. Droits contractuels

La municipalité est propriétaire d'un immeuble occupé par une clinique médicale. En vertu de ce bail, la clinique médicale versera à la municipalité un montant de 48 000 \$ en 2024 et un montant de 24 000\$ en 2025 à titre de loyer.

La municipalité a signé une entente avec une entreprise privée dans laquelle cette dernière a souscrit des engagements financiers envers la municipalité.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme) ainsi qu'aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de la municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement.

La municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour mauvaises créances n'est comptabilisée en lien avec ses instruments financiers au 31 décembre 2023.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la municipalité a l'intention de rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<u>Actifs financiers</u>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- \$	3 079 786 \$	3 079 786 \$
<u>Passifs financiers</u>			
Dettes à long terme	986 405 \$	- \$	986 405 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<u>Actifs financiers</u>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- \$	3 715 888 \$	3 715 888 \$
<u>Passifs financiers</u>			
Dettes à long terme	1 070 605 \$	- \$	1 070 605 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	3 579 922	3 664 755		3 664 755	3 756 748
Compensations tenant lieu de taxes	2	22 200	19 913		19 913	20 947
Quotes-parts	3					
Transferts	4	421 796	2 133 147		2 133 147	276 640
Services rendus	5	281 000	281 659		281 659	241 661
Imposition de droits	6	940 000	527 850		527 850	649 774
Amendes et pénalités	7	15 000	12 207		12 207	22 813
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	55 000	201 993		201 993	98 729
Autres revenus	10		65 490		65 490	18 261
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	5 314 918	6 907 014		6 907 014	5 085 573
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		20 426		20 426	213 315
Imposition de droits	16	300 000	300 000		300 000	400 000
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		188 706		188 706	
Autres	18					45 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	300 000	509 132		509 132	658 315
	22	5 614 918	7 416 146		7 416 146	5 743 888
Charges						
Administration générale	23	727 313	725 047	23 775	748 822	660 749
Sécurité publique	24	736 125	753 122	5 625	758 747	725 211
Transport	25	841 748	708 977	576 026	1 285 003	1 177 030
Hygiène du milieu	26	614 289	747 927	321 480	1 069 407	869 684
Santé et bien-être	27	33 680	26 335	29 427	55 762	44 113
Aménagement, urbanisme et développement	28	179 518	150 703		150 703	167 489
Loisirs et culture	29	1 139 012	1 139 272	167 091	1 306 363	1 114 375
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	37 237	38 089		38 089	39 356
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 123 424	(1 123 424)		
	34	4 308 922	5 412 896		5 412 896	4 798 007
Excédent (déficit) de l'exercice	35	1 305 996	2 003 250		2 003 250	945 881

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 305 996	2 003 250	945 881
Moins : revenus d'investissement	2 (	300 000)(	509 132)(	658 315)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 005 996	1 494 118	287 566
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 123 424	982 013
Produit de cession	5		36 000	3 955
(Gain) perte sur cession	6		(36 000)	2 334
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 123 424	988 302
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	77 200)(	75 600)
	18		(77 200)	(75 600)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	650 010)(	1 321 226)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			528 822
Réserves financières et fonds réservés	22		(10 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(660 010)	(792 404)
	26		386 214	120 298
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 005 996	1 880 332	407 864

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	509 132	658 315
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)	( 34 411)
Sécurité publique	3 ())
Transport	4 (	1 124 180)	(1 405 957)
Hygiène du milieu	5 (	516 637)	(13 997)
Santé et bien-être	6 (	432 747)	(276 642)
Aménagement, urbanisme et développement	7 ())
Loisirs et culture	8 (	142 434)	(583 407)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	8 300))
	11 (	2 224 298)	(2 314 414)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	650 010	1 321 226
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 023 018	329 651
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	36 861	
	19	1 709 889	1 650 877
	20	(514 409)	(663 537)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(5 277)	(5 222)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 105 445	1 099 843	1 053 353
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	237 645	221 137	211 908
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 124 796	1 643 081	1 322 436
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	22 110	22 229	23 249
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	5 127	5 127	5 357
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	10 000	10 733	10 750
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	579 607	543 982	480 144
Transferts	15			
Autres	16	5 500	198 072	194 151
Autres				
Transferts	17	198 102		
Autres	18	20 590	518 529	484 791
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 123 424	982 013
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Raccordement - Réseau aqueduc	21.1		21 081	22 798
▪ Autres	21.2		5 658	7 057
	22	4 308 922	5 412 896	4 798 007

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 238 165	3 672 156
Excédent de fonctionnement affecté	2	352 835	61 530
Réserves financières et fonds réservés	3	22 396	49 257
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5		5 277
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	21 775 448	20 597 374
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	26 388 844	24 385 594
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	4 238 165	3 672 156
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	4 238 165	3 672 156
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Exercice suivant	12.1	291 305	
▪ Réseau d'eau	12.2	6 530	6 530
▪ Bris aqueduc lot 6	12.3	55 000	55 000
	13	352 835	61 530
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	352 835	61 530

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	10 000
Autres		
▪ Parcs et terrains de jeux	30.1	12 396
	31	49 257
	32	49 257

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
▪	57 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	5 277
Investissements à financer	66 ()	()
	67	5 277
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	22 545 501
Propriétés destinées à la revente	69	21 444 627
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73	22 545 501
	74	21 444 627
Ajustements aux éléments d'actif	75	22 545 501
	76	21 444 627
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (	978 231)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	8 174)(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	232 098
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	239 098
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (	754 307)(
	82 (	15 746)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	83 (	770 053)(
	84	21 775 448
		20 597 374

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		
	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	17 665	20 198
REER	114	31 980	27 540
Autres régimes	115		
	116	49 645	47 738

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		
Description du régime			
		2023	2022
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 094 927	3 136 541	3 090 890
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	96 676	97 659	240 176
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	3 191 603	3 234 200	3 331 066
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	185 844	209 004	212 098
Égout	13	33 528	33 704	33 410
Traitement des eaux usées	14	76 200	76 600	75 832
Matières résiduelles	15	90 097	90 288	83 222
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		18 309	18 330
Service de la dette	18	2 650	2 650	2 790
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	388 319	430 555	425 682
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	388 319	430 555	425 682
	27	3 579 922	3 664 755	3 756 748

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	7 000	6 580	6 868
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	12 000	10 417	10 970
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	19 000	16 997	17 838
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 600	2 456	2 456
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	600	460	653
Taxes d'affaires	38			
	39	3 200	2 916	3 109
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	22 200	19 913	20 947

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47		
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie	49		
Sécurité civile	50		
Autres	51		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	52	338 094	1 962 070
Enlèvement de la neige	53		108 216
Autres	54		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	55		
Transport adapté	56		
Transport scolaire	57		
Autres	58		
Transport aérien	59		
Transport par eau	60		
Autres	61		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		
Réseau de distribution de l'eau potable	63	4 455	4 668
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65	5 741	6 302
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		6 325
Cours d'eau	71		
Protection de l'environnement	72		
Autres	73		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81	4 273	23 059
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83	8 740	
Réseau d'électricité	84		
	85	338 094	1 985 279
			148 570

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		3 002
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91		
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101		
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120		106 698
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122	20 426	103 615
Réseau d'électricité	123		
	124	20 426	213 315

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	83 702	91 951	83 702
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132		55 917	44 368
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	83 702	147 868	128 070
TOTAL DES TRANSFERTS	136	421 796	2 153 573	489 955

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139	50 000		
	140	50 000		
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142			
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	152			
Traitement des eaux usées	153			
Réseaux d'égout	154			
Réseaux d'égout				
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		
Réseau d'électricité	177		
	178	50 000	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181		50	87
	182		50	87
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	197			
Traitement des eaux usées	198			
Réseaux d'égout	199			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	200			
Matières recyclables	201			
Autres	202			
Cours d'eau	203			
Protection de l'environnement	204			
Autres	205			
	206	12 500	35 955	31 125
	207	12 500	35 955	31 125

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210	48 000	48 000	48 000
	211	48 000	48 000	48 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217			
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219	170 500	197 654	162 449
	220	170 500	197 654	162 449
Réseau d'électricité	221			
	222	231 000	281 659	241 661
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	281 000	281 659	241 661

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	40 000	38 222	35 743
Droits de mutation immobilière	225	100 000	138 544	262 186
Droits sur les carrières et sablières	226	700 000	300 000	400 000
Autres	227	400 000	351 084	351 845
	228	1 240 000	827 850	1 049 774
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	15 000	12 207	22 813
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	55 000	201 993	98 729
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		36 000	(2 334)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		188 706	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		29 490	65 595
	242		254 196	63 261
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	124 664	124 489		124 489	124 163
Greffe et application de la loi	2	18 734	7 363		7 363	5 370
Gestion financière et administrative	3	503 539	516 740	23 775	540 515	490 220
Évaluation	4	53 800	52 620		52 620	19 512
Gestion du personnel	5	7 259	7 259		7 259	4 849
Autres						
▪ Dons et autres	6.1	19 317	16 576		16 576	16 635
	7	727 313	725 047	23 775	748 822	660 749
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	516 077	534 386		534 386	500 693
Sécurité incendie	9	209 548	208 425	5 625	214 050	206 141
Sécurité civile	10					
Autres	11	10 500	10 311		10 311	18 377
	12	736 125	753 122	5 625	758 747	725 211
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	383 715	275 080	576 026	851 106	771 466
Enlèvement de la neige	14	297 850	280 859		280 859	290 992
Éclairage des rues	15	33 500	36 813		36 813	33 469
Circulation et stationnement	16	45 150	34 692		34 692	23 524
Transport collectif						
Transport en commun	17	81 533	81 533		81 533	57 579
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	841 748	708 977	576 026	1 285 003	1 177 030

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	114 190	265 884	4 409	270 293	106 832
Réseau de distribution de l'eau potable	23	61 796	93 384	150 661	244 045	225 591
Traitement des eaux usées	24	74 075	62 915	42 584	105 499	95 089
Réseaux d'égout	25	32 074	24 391	123 826	148 217	150 534
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	58 868	59 018		59 018	59 244
Élimination	27	65 500	21 753		21 753	42 118
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	94 949	108 949		108 949	87 464
Tri et conditionnement	29					7 534
Matières organiques						
Collecte et transport	30	90 091	90 090		90 090	82 977
Traitement	31					
Matériaux secs						
Autres	33	12 000	10 797		10 797	2 451
Plan de gestion	34	10 746	10 746		10 746	9 850
Autres	35					
Cours d'eau	36					
Protection de l'environnement	37					
Autres	38					
	39	614 289	747 927	321 480	1 069 407	869 684
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	5 500				5 319
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	28 180	26 335	29 427	55 762	38 794
	43	33 680	26 335	29 427	55 762	44 113

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	179 518	150 703		150 703	167 489
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48					
Autres	49					
Autres	50					
	51	179 518	150 703		150 703	167 489
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	415 729	464 725	79 317	544 042	418 041
Patinoires intérieures et extérieures	53	22 081	19 363	26 057	45 420	43 318
Piscines, plages et ports de plaisance	54	83 531	65 972	6 467	72 439	67 011
Parcs et terrains de jeux	55	346 481	420 347	54 951	475 298	418 140
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	124 675	62 515		62 515	78 599
Autres	58	40 000				
	59	1 032 497	1 032 922	166 792	1 199 714	1 025 109
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	106 515	106 350	299	106 649	89 266
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64					
	65	106 515	106 350	299	106 649	89 266
	66	1 139 012	1 139 272	167 091	1 306 363	1 114 375

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
	FRAIS DE FINANCEMENT						
	Dette à long terme						
	Intérêts	68	27 237	27 356		27 356	28 606
	Autres frais	69					
	Autres frais de financement						
	Avantages sociaux futurs	70					
	Autres	71	10 000	10 733		10 733	10 750
		72	37 237	38 089		38 089	39 356
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		1 123 424 (	1 123 424)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	39 788	2 253
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	404 733	6 522
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	753 486	1 405 957
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	55 792	449 669
Parcs et terrains de jeux	10	58 322	288 762
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	260 873	6 004
Édifices communautaires et récréatifs	14	45 407	14 961
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	126 454	
Ameublement et équipement de bureau	18	2 484	31 449
Machinerie, outillage et équipement divers	19	57 154	103 615
Terrains	20	411 505	5 222
Autres	21		
	22	2 215 998	2 314 414

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	2 000	2 253
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	378 841	6 522
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	742 574	2 144 388
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	37 788	
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8	25 892	
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	125 026	
Autres immobilisations corporelles	11	903 877	161 251
	12	2 215 998	2 314 414

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	831 507	383 100	460 300	754 307
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6				
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	831 507	383 100	460 300	754 307
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	239 098	139 900	146 900	232 098
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	239 098	139 900	146 900	232 098
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	239 098	139 900	146 900	232 098
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	239 098	139 900	146 900	232 098
	19	1 070 605	523 000	607 200	986 405
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 070 605	523 000	607 200	986 405

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	986 405
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	232 098
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	754 307
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	754 307
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	754 307
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	754 307
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	5 784	5 784	5 370
Évaluation	2	52 100	52 100	18 420
Autres	3	63 946	63 946	60 152
Sécurité publique				
Police	4	1 169	1 169	1 141
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	26 670	26 670	19 454
Autres	10	54 863	54 863	38 125
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	320 154	284 529	287 874
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	2 425	2 425	3 047
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 228	15 228	13 202
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	22 040	22 040	32 007
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	15 228	15 228	1 352
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	579 607	543 982	480 144

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		9 000
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 215 998	2 305 414
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 215 998	2 314 414

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	5 816,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	35,00	1 746,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	4,00	35,00	7 127,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	8,00	40,00	17 841,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	16,00		32 530,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			83 350	4 932	88 282
	10	23,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	4 455				4 455
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	5 741				5 741
Autres	6	835 104	20 426	1 287 847		2 143 377
	7	845 300	20 426	1 287 847		2 153 573

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 733	10 750
	4	10 733	10 750
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	2 768	3 120
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	2 768	3 120
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	19 574	19 873
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	5 014	5 613
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	24 588	25 486
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	38 089	39 356

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
André Champagne	1.1 Maire	18 505	9 252	12 266	6 133
Jacques Robitaille	1.2 Conseiller	6 174	3 087		
Maurice Marchand	1.3 Conseiller	6 174	3 087		
Geneviève Henry	1.4 Conseiller	6 174	3 087		
Marie Ouellette	1.5 Conseiller	6 174	3 087		
Agnès Derouin Plourde	1.6 Conseiller	6 174	3 087		
Claudia Rioux	1.7 Conseiller	6 174	3 087		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ 317 985 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 _____ 21 460 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023	43	_____ \$
10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du <i>Volet entretien du réseau local</i> (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	44	<u>68 250 \$</u>
Total des frais encourus admissibles au volet ERL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	<u>205 396 \$</u>
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	46	\$
Chaussées pavées - entretien préventif	47	\$
Chaussées pavées - entretien palliatif	48	\$
Chaussées en gravier - entretien préventif	49	\$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	\$
Systèmes de drainage	51	38 389 \$
Abords de routes	52	<u>10 618 \$</u>
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	<u>49 007 \$</u>
b) Dépenses d'investissement		
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	_____ \$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	_____ \$
c) Total des frais encourus admissibles	56	<u>254 403 \$</u>
d) Description des dépenses d'investissement		
▪ Relatives à l'entretien d'hiver :		
S/O		
▪ Relatives à l'entretien d'été :		
S/O		
e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :		
S/O		
f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :		
S/O		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
a) Numéro de la résolution	57	<u>123-2024</u>
b) Date d'adoption de la résolution	58	<u>2024-05-06</u>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 322-2019
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-10-07
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 390
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 202
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-06

Nom du signataire : Danielle Lambert

Fonction du signataire : Directrice générale et greffière-trésori

Date de transmission au Ministère : 2024-05-07

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-07 15:47

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	5 314 918	6 907 014	5 085 573
Investissement	2	300 000	509 132	658 315
	3	5 614 918	7 416 146	5 743 888
Charges				
	4	4 308 922	5 412 896	4 798 007
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	1 305 996	2 003 250	945 881
Moins : revenus d'investissement	6 (	300 000)(	509 132)(	658 315)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	1 005 996	1 494 118	287 566
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 123 424	982 013
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	)	77 200)(	75 600)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	650 010)(	1 321 226)
Excédent (déficit) accumulé	12		(10 000)	528 822
Autres éléments de conciliation	13			6 289
	14		386 214	120 298
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15	1 005 996	1 880 332	407 864

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	3 079 786	3 715 888
Débiteurs	2	3 120 594	1 503 926
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	6 200 380	5 219 814
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	978 231	1 070 605
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 441 403	1 263 918
	10	2 419 634	2 334 523
Actifs financiers nets (dette nette)	11	3 780 746	2 885 291
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	22 537 201	21 444 627
Autres	13	70 897	55 676
	14	22 608 098	21 500 303
Excédent (déficit) accumulé	15	26 388 844	24 385 594

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 238 165	3 672 156
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Exercice suivant	2.1	291 305	
▪ Réseau d'eau	2.2	6 530	6 530
▪ Bris aqueduc lot 6	2.3	55 000	55 000
	3	352 835	61 530
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	10 000	
Autres			
▪ Parcs et terrains de jeux	10.1	12 396	49 257
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	()	()
Financement des investissements en cours	12		5 277
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	21 775 448	20 597 374
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	26 388 844	24 385 594

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	754 307
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	754 307
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5		
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	754 307	831 507
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	232 098	239 098
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	986 405	1 070 605
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	3 579 922	3 664 755	3 756 748
Compensations tenant lieu de taxes	13	22 200	19 913	20 947
Quotes-parts	14			
Transferts	15	421 796	2 133 147	276 640
Services rendus	16	281 000	281 659	241 661
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	955 000	540 057	672 587
Autres	18	55 000	267 483	116 990
	19	5 314 918	6 907 014	5 085 573
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		20 426	213 315
Autres	23	300 000	488 706	445 000
	24	300 000	509 132	658 315
	25	5 614 918	7 416 146	5 743 888
<i>Extrait du rapport financier, page S12</i>				

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Total	Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	727 313	725 047	23 775		748 822	660 749
Sécurité publique							
Police	2	516 077	534 386			534 386	500 693
Sécurité incendie	3	209 548	208 425	5 625		214 050	206 141
Autres	4	10 500	10 311			10 311	18 377
Transport							
Réseau routier	5	760 215	627 444	576 026		1 203 470	1 119 451
Transport collectif	6	81 533	81 533			81 533	57 579
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	282 135	446 574	321 480		768 054	578 046
Matières résiduelles	9	332 154	301 353			301 353	291 638
Autres	10						
Santé et bien-être	11	33 680	26 335	29 427		55 762	44 113
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	179 518	150 703			150 703	167 489
Promotion et développement économique	13						
Autres	14						
Loisirs et culture	15	1 139 012	1 139 272	167 091		1 306 363	1 114 375
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	37 237	38 089			38 089	39 356
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	4 308 922	4 289 472	1 123 424		5 412 896	4 798 007
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 123 424 (	1 123 424)			
	21	4 308 922	5 412 896			5 412 896	4 798 007

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	509 132	658 315
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 224 298)(	2 314 414)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	650 010	1 321 226
Excédent accumulé	6	1 059 879	329 651
	7	(514 409)	(663 537)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(5 277)	(5 222)

Extrait du rapport financier, page S14